



CIO PERSPECTIVES

19 juin 2025

Affrontements entre Israël et l'Iran, quel impact pour notre stratégie d'investissement ?

Les récents affrontements entre Israël et l'Iran rappellent à quel point les tensions géopolitiques peuvent peser sur les marchés financiers et les perspectives économiques mondiales. Alors que ce conflit ajoute une nouvelle couche d'incertitude à un environnement déjà marqué par des défis globaux, nous restons attentifs à ses répercussions potentielles sur les prix du pétrole, l'inflation et la croissance économique. Dans ce contexte, notre analyse explore différents scénarios pour l'évolution de la situation, tout en réaffirmant notre engagement à gérer vos portefeuilles avec prudence et conviction. En tant qu'investisseurs, il est crucial de naviguer ces turbulences avec une vision à long terme, en gardant à l'esprit que les opportunités peuvent émerger même dans un climat d'incertitude.

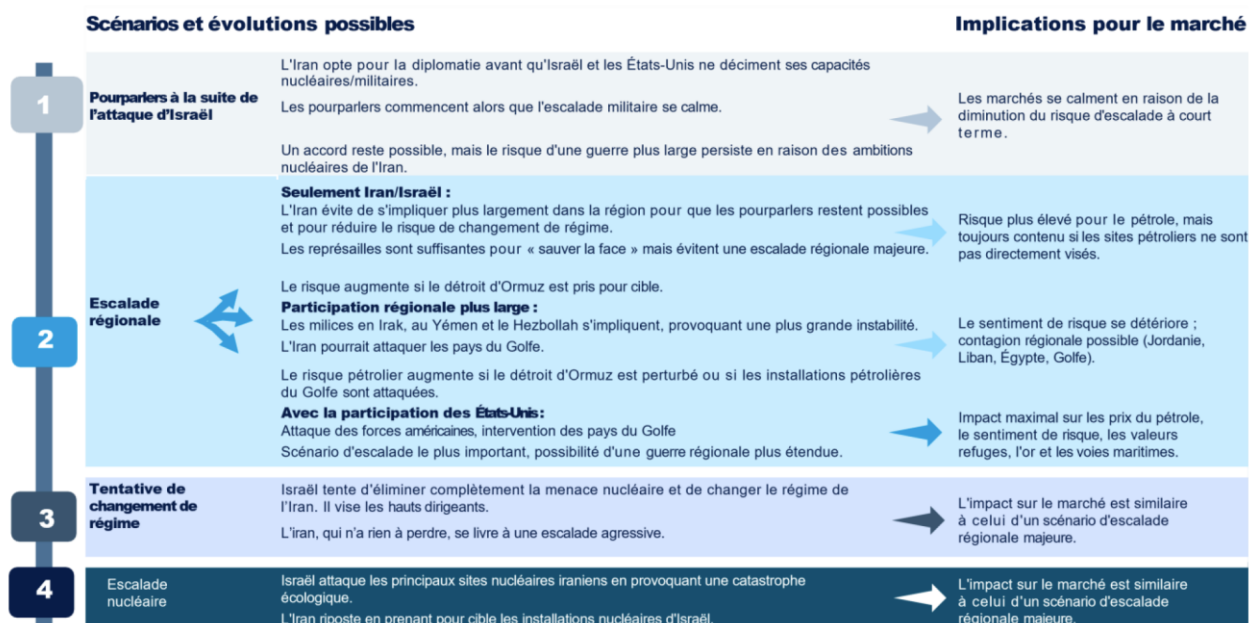
Nous sommes au septième jour depuis le début des hostilités et nos premières pensées vont aux victimes de ce conflit, qui viennent s'ajouter aux nombreuses victimes du conflit ukrainien. Notre espoir, ainsi que celui de la communauté internationale des investisseurs, est que ces conflits seront résolus de façon pacifique.

Ce CIO Perspectives s'intéresse aux impacts possibles du conflit sur le prix du pétrole, sur l'inflation et donc par ricochet sur notre stratégie d'investissement. Afin de poser le cadre de notre réflexion, il nous semble utile de reproduire l'analyse faite par nos collègues d'Amundi Institute, et qui présente plusieurs scénarios possibles pour l'évolution du conflit. Israël a frappé les capacités militaires et nucléaires de l'Iran, mais sans soutien militaire des États-Unis, il est peu probable qu'Israël puisse détruire définitivement ces capacités. Dans le scénario du pire, l'Iran pourrait opter pour une escalade asymétrique en perturbant le trafic dans le détroit d'Ormuz. Dans le scénario optimiste, la voie diplomatique reste ouverte, l'Iran considérant la diplomatie comme sa meilleure option pour survivre. Enfin, il reste la possibilité qu'Israël cherche à déstabiliser le régime iranien – peut être en vue de le faire tomber – en ciblant les infrastructures domestiques, augmentant ainsi le risque de mécontentement public.

L'impact sur les marchés de chacun de ces scénarios pourrait être résumé comme suit : une escalade asymétrique pourrait entraîner une hausse significative du prix du pétrole, avec des impacts sur l'inflation mondiale et la croissance économique. Si la diplomatie prévaut, les marchés pourraient voir une réduction de la volatilité et une stabilisation des prix du pétrole. Les attaques sur les infrastructures domestiques iraniennes pourraient augmenter la volatilité des marchés, notamment dans les secteurs énergétiques et des matières premières. Ces impacts sont résumés dans le tableau 1.

Tableau 1 : Scénarios d'évolution du conflit entre Israël et l'Iran et impacts possibles sur les marchés

Différents scénarios possibles à la suite de l'attaque israélienne



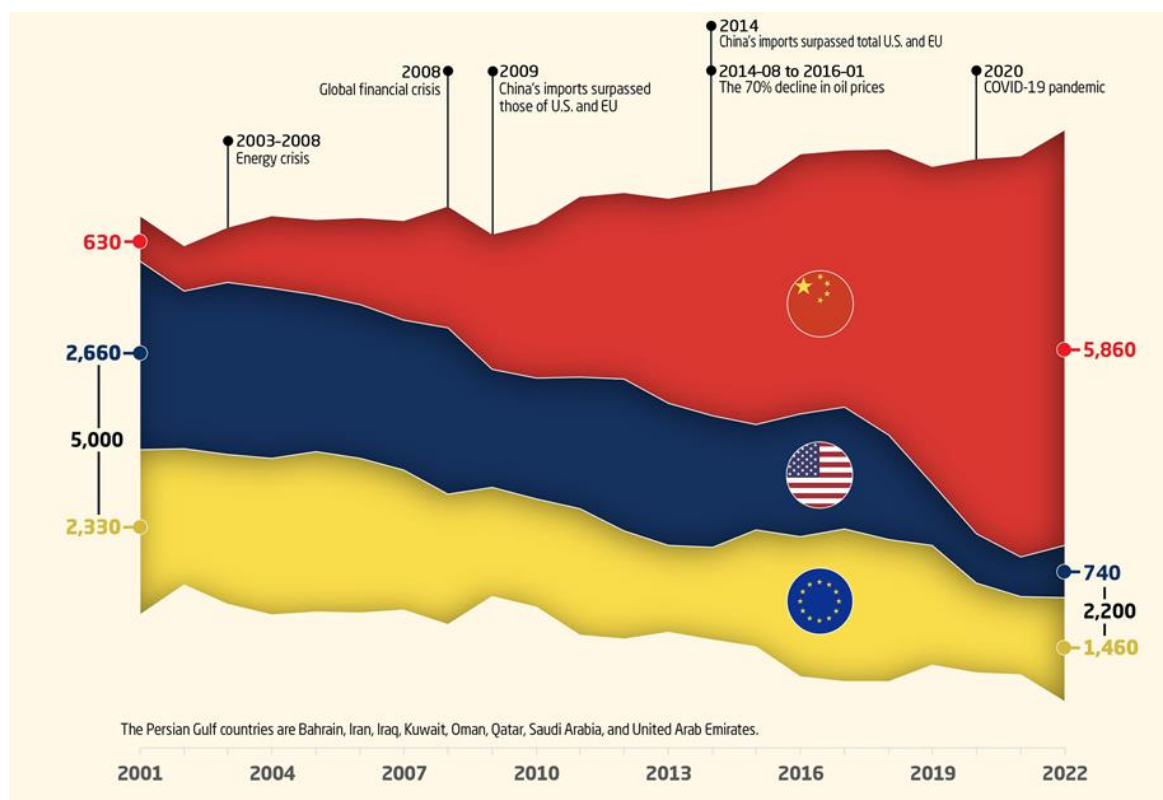
Source : Amundi Investment Institute, élaboration interne au 13 juin 2025. Ces scénarios sont les plus probables mais ne sont pas exhaustifs.

Attardons-nous sur le scénario d'escalade asymétrique résultant des perturbations sévères du trafic dans le détroit d'Ormuz et en particulier de l'impact qu'aurait une nouvelle flambée du prix du pétrole sur l'inflation. Rappelons que les années 1970-80 avaient connu deux chocs pétroliers successifs et donc deux épisodes successifs d'inflation – le second épisode ayant été surnommé « l'écho d'inflation ». Certains craignent qu'après un premier épisode d'inflation en 2021-2022, un second épisode – un nouvel « écho d'inflation » – soit occasionné par les hostilités démarrées dans la nuit du 12 au 13 juin dernier.

Pour que le prix du pétrole ait un véritable impact sur l'inflation, il faudrait envisager une hausse du prix du baril similaire à celle observée en 2022, lorsque le marché craignait que les sanctions imposées à la Russie ne créent une pénurie d'or noir, déstabilisant l'équilibre précaire entre l'offre et la demande sur ce marché. Le baril de Brent avait à l'époque dépassé les 120 dollars. Cette hausse était venue s'ajouter à la hausse post-confinements des prix des biens manufacturés et avait créé des effets de second tour qui avaient projeté l'inflation à plus de 9 % aux États-Unis. Les choses sont rentrées dans l'ordre depuis et l'inflation américaine a baissé, pour s'établir à 2,4 % pour le mois de mai.

Quelle probabilité accorder à la fermeture du détroit d'Ormuz et à la possibilité d'un « écho d'inflation » qui en suivrait ? Faible selon nous. La capacité de l'Iran à utiliser les menaces de transit pétrolier par le détroit d'Ormuz a diminué, car, comme le montre le graphique 2, les États-Unis et l'Union européenne sont devenus moins dépendants des importations d'énergie en provenance des pays du Golfe Persique, au contraire de la Chine. S'ils étaient tentés de bloquer le détroit d'Ormuz, les Iraniens toucheraient donc surtout l'économie de la Chine – un partenaire stratégique – beaucoup moins celle des États-Unis. Ce changement de paradigme a résulté en une relative stabilité sur le marché du pétrole depuis trois ans, malgré de nombreuses tensions au Moyen-Orient. Reflétant la faible probabilité d'un tel scénario, nos collègues d'Amundi Institute maintiennent d'ailleurs leur objectif pour le Brent à 68 dollars par baril en 2026, tout en reconnaissant les risques à la hausse en cas d'escalade supplémentaire.

Graphique 2 : Exportations de pétrole brut au départ des pays du Golfe Persique vers les États-Unis, l'Union Européenne et la Chine (en milliers de barils par jour)



Source : Voronoi.

Nous nous attendons depuis plusieurs mois à ce que l'inflation américaine accélère, notamment sur la composante des biens, dans les prochains mois en raison de la hausse des droits de douane. Un rebond que nous anticipons cependant temporaire, le marché de l'emploi s'étant fortement rééquilibré depuis le choc inflationniste de 2022, ce qui devrait limiter les effets de second tour sur l'inflation. Ainsi, sauf escalade dans le détroit d'Ormuz, l'inflation devrait converger vers sa cible à horizon fin 2026. La Réserve fédérale (Fed) devrait par conséquent, selon nous, procéder aux deux baisses de taux supplémentaires en 2025 suivies de deux autres baisses en 2026, que nous prévoyons depuis l'année dernière, privilégiant la prudence à l'égard du ralentissement de l'emploi au pic d'inflation temporaire que nous attendons en fin d'année.

Rappelons que nous avons profité du rebond boursier en avril pour alléger notre exposition aux actions. Ce mouvement tactique visait à gérer les risques dans un environnement géopolitique toujours imprévisible. Cela dit, nous conservons une pondération significative sur les bourses et nous continuons de penser que 2025 pourrait être une année favorable aux marchés actions, soutenue par une croissance bénéficiaire convenable et un assouplissement monétaire progressif.



Alexandre DRABOWICZ
Global Chief Investment Officer



Jérôme VAN DER BRUGGEN
Chief Investment Officer Private Banking, Degroof Petercam

Avertissement

Ce document intitulé « CIO Perspectives » (la « Publication ») est publié exclusivement à titre de communication marketing.

Les langues dans lesquelles la Publication est rédigée font partie des langues de travail de Indosuez Wealth Management.

Les informations publiées dans la Publication n'ont pas été revues ni soumises à l'approbation ou l'autorisation d'une quelconque autorité de régulation ou de marché dans aucune juridiction.

La Publication n'est pas pensée pour, ou destinée à des personnes d'un pays en particulier.

La Publication n'est pas destinée à des personnes citoyennes, domiciliées ou résidentes d'un pays ou d'une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication, sa disponibilité ou son utilisation contreviendraient aux lois ou réglementations applicables.

Le présent document ne constitue ni ne contient une offre ou une invitation à acheter ou à vendre un instrument et/ou un service financier, quel qu'il soit. De même, il ne constitue en aucune manière un conseil ou une recommandation de stratégie, d'investissement ou de désinvestissement personnalisé ou général, ni un conseil juridique ou fiscal, un conseil en matière d'audit ou tout autre conseil de nature professionnelle. En aucun cas ce document n'affirme qu'un investissement ou une stratégie est adapté et approprié à une situation individuelle ou qu'un investissement ou une stratégie constitue un conseil d'investissement personnalisé pour un investisseur.

Sauf indication contraire, la date pertinente dans ce document est la date d'édition mentionnée à la dernière page du présent avertissement. Les informations contenues dans le présent document sont fondées sur des sources considérées comme fiables. Nous faisons de notre mieux pour assurer l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Toutes les informations, ainsi que tous les prix, valorisations de marché et calculs indiqués dans le présent document sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Les prix et les performances passés ne préjugent pas nécessairement des prix et des performances futures.

Les risques incluent, entre autres, les risques politiques, les risques de crédit, les risques de change, les risques économiques et les risques de marché. Avant toute transaction, vous devez consulter votre conseiller en investissement et, si nécessaire, obtenir l'avis d'un conseiller professionnel indépendant concernant les risques et toutes les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales comptables et de crédit. Nous vous recommandons de contacter vos conseillers habituels afin de prendre vos décisions de manière indépendante, à la lumière de votre situation financière et de vos connaissances et expérience financières.

Les taux de change sont susceptibles d'affecter négativement la valeur, le prix ou les revenus de l'investissement après conversion dans la monnaie de référence de l'investisseur.

CA Indosuez, société de droit français, maison mère de l'activité de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, et ses filiales (directes et indirectes) et/ou entités consolidées menant la même activité, à savoir CA Indosuez, CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez Wealth, leurs filiales (directes et indirectes), succursales et bureaux de représentation respectifs, quel que soit leur lieu d'implantation, exercent leurs activités sous la marque unique Indosuez Wealth Management. Ces sociétés sont désignées individuellement par l'«Entité» et collectivement par les «Entités».

Les Entités ou leurs actionnaires et plus généralement les entreprises du groupe Crédit Agricole (le Groupe) ainsi que, respectivement, leurs mandataires sociaux, dirigeants ou employés peuvent, en leur nom personnel ou au nom et pour le compte de tiers, réaliser des transactions sur les instruments financiers présentés dans la Publication, détenir d'autres instruments financiers liés à l'émetteur ou au garant de ces instruments financiers, ou fournir ou chercher à fournir des services concernant les titres, des services financiers ou tout autre type de service pour ou à partir des Entités. Lorsqu'une Entité et/ou une entité du Groupe Crédit Agricole agit en tant que conseiller et/ou gérant, administrateur, distributeur ou agent de placement pour certains produits ou services mentionnés dans la Publication, ou exécute d'autres services dans lesquels une Entité ou le Groupe Crédit Agricole détient ou est susceptible de détenir un intérêt direct ou indirect, votre Entité accorde la priorité à l'intérêt de l'investisseur.

Certains investissements, produits et services, y compris la garde des titres, peuvent être soumis à des restrictions légales et réglementaires ou ne pas être disponibles dans le monde entier sans restriction, compte tenu de la législation de votre pays d'origine, de votre pays de résidence ou de tout autre pays avec lequel vous pourriez avoir des liens. En particulier, les produits et services présentés dans la Publication ne sont pas destinés aux résidents des États-Unis et du Canada. Ces produits ou services peuvent être fournis par les Entités selon leurs prix et conditions contractuels, conformément aux lois et réglementations applicables et sous réserve de leur licence. Ils peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans notification.

Veuillez contacter votre chargé de relations clientèle pour plus d'informations.

Chaque entité met la Publication à la disposition de ses clients conformément aux réglementations applicables :

- **en France** : la présente Publication est distribuée par CA Indosuez, société anonyme au capital de 584 325 015 euros, établissement de crédit et société de courtage d'assurances immatriculée au Registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 07 004 759 et au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 171 635, dont le siège social est situé 17, rue du Docteur Lancereaux - 75008 Paris, et dont les autorités de contrôle sont l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et l'Autorité des Marchés Financiers ;
- **au Luxembourg** : la Publication est distribuée par :
 - CA Indosuez Wealth (Europe), une société anonyme de droit luxembourgeois au capital de 415 000 000 euros, ayant son siège social au 39 allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B91.986 et bénéficiant du statut d'établissement de crédit agréé établi au Luxembourg et contrôlé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) ;
 - Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A., dont le siège social est situé 12 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, autorisée par et soumise au contrôle prudentiel de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »), 283 route d'Arlon, L-2991 Luxembourg, site Internet www.cssf.lu, tél. (+352) 26251-1, et de la Banque Centrale Européenne dans le cadre de leurs compétences respectives.
- **en Espagne** : la Publication est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe) Sucursal en Espana, supervisée par le Banco de Espana (www.bde.es) et la Commission nationale espagnole du marché des valeurs mobilières (Comision Nacional del Mercado de Valores, CNMV, www.cnmv.es), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe), un établissement de crédit dûment enregistré au Luxembourg et supervisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Adresse : Paseo de la Castellana numero 1, 28046 Madrid (Espagne), enregistrée auprès de la Banque d'Espagne sous le numéro 1545. Enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Madrid sous le numéro T 30.176.F.I.S 8. H.M-543170, CIF (Numéro d'identification fiscale) : W-0182904-C ;
- **en Belgique** : la Publication est distribuée par :
 - CA Indosuez Wealth (Europe) Belgium Branch, située au 120 Chaussée de la Hulpe B-1000 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre du Commerce de Bruxelles sous le numéro 0534 752 288, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA 0534.752.288 (RPM Bruxelles), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe).
 - la Banque Degroof Petercam SA, située Rue de l'Industrie 44 B-1040 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre des Entreprises sous le numéro 0403 212 172, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA BE 0403 212 172 (RPM Bruxelles) ;
- **en Italie** : la Publication est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), succursale d'Italie basée à Piazza Cavour 2, Milan, Italie, inscrite au Registre des Banques no. 8097, code fiscal et numéro d'enregistrement au Registre du Commerce de Milan, Monza Brianza et Lodi n. 97902220157 ;
- **au Portugal** : la Publication est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), Sucursal em Portugal basée à Avenida da Liberdade, 190, 2.º B - 1250-147 Lisboa, Portugal, inscrite à la Banque du Portugal sous le numéro 282, code fiscal 980814227 ;
- **au sein de l'Union européenne** : la Publication peut être distribuée par les entités Indosuez Wealth Management autorisées dans le cadre de la Libre circulation des services ;
- **à Monaco** : la Publication est distribuée par CFM Indosuez Wealth, 11, Boulevard Albert 1er - 98 000 Monaco, enregistrée au Registre de l'Industrie et du commerce de Monaco sous le numéro 56S00341, agrément : EC/2012-08 ;
- **en Suisse** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Quai Général-Guisan 4, 1204 Genève et par CA Indosuez Finanziaria SA, Via F. Pelli 3, 6900 Lugano, ainsi que par leurs succursales et/ou agences suisses. La Publication est un document marketing et ne constitue pas le produit d'une analyse financière au sens des directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant l'indépendance des analyses financières au sens de la loi suisse. En conséquence, ces directives ne sont pas applicables à la Publication ;
- **dans la RAS de Hong Kong** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Hong Kong Branch, Suite 2918, Pacific Place, 88 Queensway. Aucune information contenue dans la Publication ne constitue une recommandation d'investissement. La Publication n'a pas été soumise à l'avis de la Securities and Futures Commission (SFC) ou de toute autre autorité réglementaire à Hong Kong. La Publication et les produits qu'elle peut mentionner n'ont pas été autorisés par la SFC au sens des sections 103, 104, 104A ou 105 de l'Ordonnance sur les titres et les contrats à terme (Cap. 571)(SFO). La Publication est susceptible d'être distribuée exclusivement à des Investisseurs professionnels (tels que définis par le SFO et les Règles sur les titres et les contrats à terme)(Cap. 571D) ;
- **à Singapour** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch, 168 Robinson Road #23-03 Capital Tower, Singapour 068912. À Singapour, la Publication est destinée exclusivement aux personnes considérées comme Particuliers fortunés, conformément à la Directive No.FAA-G07 des Autorités monétaires de Singapour, ou Investisseurs qualifiés, Investisseurs institutionnels ou Investisseurs experts au sens de la Loi sur les titres et les contrats à terme de Singapour, chapitre 289. Pour toute question concernant la Publication, les destinataires de Singapour peuvent contacter CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch ;
- **au DIFC** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Suisse) SA, DIFC Branch, Al Fattan Currency House, Tower 2 - Level 23 Unit 4 DIFC PO Box 507232 Dubai - UAE, une société réglementée par la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La présente brochure est uniquement destinée aux clients professionnels et/ou contreparties de marché. Aucune autre personne ne doit agir sur la base de celle-ci. Les produits ou services financiers dont il est question dans la présente brochure seront uniquement mis à disposition des clients satisfaisant les critères de la DFSA relatifs aux clients professionnels et/ou aux contreparties de marché. La présente brochure est fournie exclusivement à titre d'information. Elle ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ou de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier ou de participation à une stratégie de négociation en particulier dans toute juridiction ;
- **aux EAU** : la Publication est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Abu Dhabi Representative Office, Zayed - The 1st Street- Al Muhairy Center, Office Tower, 5th Floor office 504, P.O. Box 44836 Abu Dhabi, Émirats arabes unis. CA Indosuez (Switzerland) SA conduit ses activités aux Émirats arabes unis (EAU) via son bureau de représentation, placé sous le contrôle de la Banque Centrale des EAU Conformément aux règles et réglementations applicables aux EAU, le bureau de représentation de CA Indosuez (Switzerland) SA ne peut exercer aucune activité bancaire. Il est uniquement autorisé à commercialiser et promouvoir les activités et produits de CA Indosuez (Switzerland) SA. La Publication ne constitue pas une offre destinée à une personne spécifique ou au grand public ni une invitation à soumettre une offre. Elle est distribuée sur une base privée et n'a pas été revue ou approuvée par la Banque Centrale des EAU ou par une autre autorité réglementaire des EAU ;
- **Autres pays** : les lois et réglementations des autres pays sont aussi susceptibles de limiter la distribution de cette publication. Les personnes en possession de cette publication doivent s'informer sur les éventuelles restrictions légales et les respecter.

La Publication ne peut être photocopiée, reproduite ou distribuée, en partie ou en totalité, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable de votre Banque.

© 2025, CA Indosuez (Switzerland) SA/Tous droits réservés.

Crédit photos : iStock.